



## INSATIABLE RUSSIE

La Russie paiera-t-elle ses dettes à la Chine?

Pour comprendre dans quel esprit se déroulent ces jours-ci les conversations pour la rectification des frontières avec la Mongolie, il faut se dire avant tout qu'il s'agit de territoires immenses enlevés à la Chine au temps des tsars et préciser ce que représentent, en chiffres, l'extension territoriale et la densité de population des deux pays.

L'U.R.S.S. couvre une superficie de 22.402.200 de kms.2; sa population se monte à 231.800.000 d'habitants, soit 10,3 habitants par km.2.

La Chine mesure 9.561.000 kms.2 pour une population de 725.000.000 d'habitants, soit 76 au km.2.

On voit aussitôt de quel côté penche la solidarité humaine de ceux qui suivent les actuelles conversations sino-soviétiques.

On dira qu'il s'agit de querelles asiatiques concernant un monde et des peuples qui n'ont rien à voir avec l'Europe.

Mais il ne faut pas oublier que nous avons en Europe des problèmes identiques ayant été dépouillés, comme la Chine, non pas exactement de vastes étendues de territoires plus ou moins civilisés, mais de vieux pays, européens d'âme et de culture, portant un nom bien précis: Estonie, Lettonie, Lituanie, complètement engloutis par l'avidité Russe, plus des territoires sur la frontière orientale de la Pologne, sans compter les provinces roumaines de Bassarabie, de Bukovine, étrangères au communisme, à la Russie, à l'Asie.

Ces terres appartiennent à l'Europe, elles forment la frontière orientale de notre continent, sur la ligne du 30ème méridien qui part de la Finlande et finit à la Mer Noire.

Nous espérons que les Russes restitueront aux Chinois les territoires qu'ils leur ont volés. Mais nous espérons surtout qu'ils nous restitueront nos terres européennes où tous les haïssent. Tel est l'objectif que doivent poursuivre tous les gouvernements d'Europe occidentale; une Europe libre mais tourmentée par les tumultes intérieurs dus au chaos social et économique où l'ont jetée les folles élucubrations de Jalta.

L'Europe ne doit pas seulement tendre à l'unité: elle doit définir ses frontières, savoir où elles commencent et finissent, pour les défendre. Ce qui est arrivé en Hongrie, en Pologne, ce qui arrive sous nos yeux en Tchécoslovaquie, ce qui peut arriver demain en Yougoslavie, en Roumanie, serait impensable dans un continent de 26 pays, fort de 400.000.000 d'habitants fraternellement unis.

Définissons donc les frontières de l'Europe. Là est le problème.

# L'ALLEMAGNE à L'O.N.U.

**Un grand pays, un grands peuple européens  
victimes d'un ostracisme moral injustifié**

Plus que jamais, à l'occasion de la conquête de la Lune, il a paru inconcevable qu'un pays comme l'Allemagne ne soit pas membre de ce consortium mondial qui rassemble les trois quarts de l'humanité dans une même salle de débats. Il n'était pas possible de déposer sur la Lune le drapeau de l'ONU qui ne représentait pas les véritables protagonistes de cette exceptionnelle entreprise. Pour la première fois, dans l'existence de la Terre, longue d'environ quatre milliards d'années, une de ses formes de vie, un être humain, a franchi la barrière de l'espace terrestre pour se poser sur un autre astre. C'est un triomphe de l'humanité tout entière, dont le mérite revient à ses « rêveurs » scientifiques, plus particulièrement à ceux de notre siècle, et plus particulièrement encore à Wernher von Braun, né en Allemagne et à son maître Herman Obarth, né en Roumanie. L'Europe a apporté son tribut spirituel à l'entreprise réalisée grâce à la décision courageuse de l'Amérique et à l'argent américain. Pareillement, elle a apporté un tribut anonyme aux Russes qui, obéissant à leur mentalité asiatique, se gardent bien de proclamer les noms des savants allemands qu'ils ont emmenés en captivité à la fin de la guerre et tenus chez eux en esclavage.

Ce géant scientifique et économique européen qu'est l'Allemagne ne peut plus être ignoré dans le monde. L'Europe entière réclame son inclusion d'office à l'O.N.U. et s'étonne que cet organisme réponde si peu dans la pratique aux principes théoriques qui sont la base de ses statuts. Ces contradictions entre l'esprit et la lettre doivent cesser. Comme doit cesser l'ostracisme dont l'Allemagne est la victime.

Nés d'un désir de vengeance d'une part; de l'autre, de l'asservissement à la volonté russe et de la complaisance incompréhensible avec laquelle Churchill et Roosevelt secondèrent les vues secrètes de Staline, cette division, cet assujettissement éternels de l'Allemagne doivent prendre fin. Comme si l'Histoire pouvait jamais rien bâtir d'éternel! Au-

jourd'hui, l'honneur et la vie de l'Europe sont en jeu. Un de ses peuples, le plus travailleur, le plus productif parce que le mieux organisé et le mieux discipliné, est ignoré, renié, effacé de la carte géographique, comme s'il n'existait pas...

L'O.N.U. croit-elle relever son prestige compromis et accomplir sa mission en défendant, en compensation, la Tanzanie ou l'Islande, pays certes aussi respectables que les autres, mais sans aucun poids réel, ni dans l'économie, ni dans la culture en général?

La « victoire manquée » comme l'a très bien définie l'écrivain M. C. Katsarof doit être rectifiée. Il ne faut pas oublier que la dernière guerre mondiale a eu pour objectif la défense de la Pologne et la destruction de deux impérialismes: le nazi et le soviétique ce dernier menaçant encore, sous prétexte de communisme, l'Europe entière. On a liquidé le premier, mais on s'est allié avec le second. Si l'on pouvait concevoir provisoirement, sur le plan stratégique, une « alliance avec le diable pour passer le pont », il est inadmissible que l'on continue à se fier à des alliés qui ne respectent ni leurs engagements ni le droit des peuples.

M. Nixon doit corriger les erreurs imparadonnables de ses prédécesseurs démocrates. Il doit inviter l'Allemagne Fédérale à entrer à l'O.N.U. quand ce ne serait que pour reconnaître justement la contribution apportée par ce pays à la récente victoire de l'humanité: ce sont ses savants de génie qui ont inventé les fusées grâce auxquelles un Américain a pu, le premier, débarquer sur la Lune. L'entrée de l'Allemagne Fédérale à l'O.N.U. ne serait qu'un tribut minimum de reconnaissance à l'Allemagne et à l'Europe, pour la contribution décisive fournie à cette entreprise sans précédent.

Un gentleman comme M. Nixon doit se rappeler le vieil adage français (puisqu'il connaît fort bien cette langue): « A tout seigneur, tout honneur ! » **Europæus**

## LES FORCES CENTRIFUGES EN EUROPE

## LA GUERRE DES LANGUES EN BELGIQUE

par

PIETRO GERBORE

Voir dans le précédent numéro du « Bulletin Européen »  
le premier article de la série: « L'ethnie française »

Au mois de juillet 1968 le Tribunal des Droits de l'Homme, qui siège auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg, a dû s'occuper d'un recours présenté par quelques centaines de citoyens belges contre leur propre gouvernement. Les réclamants étaient des habitants francophones de certaines cités flamandes et surtout de la périphérie de Bruxelles où, depuis la « Loi des langues » de 1963 l'Etat et les Communes n'entretiennent plus les écoles confessionnelles. Là où les familles — en nombre suffisant — désirent absolument des écoles françaises, elles doivent fonder et maintenir des instituts privés, dont les diplômes ne sont pas reconnus par l'Etat. La base du recours était la convention de 1950, qui oblige les contractants à écarter toute discrimination de race, de religion, de langue.

Y avait-il une effective discrimination dans cette autre loi de 1963, destinée à former une élite flamande? Le gouvernement de Bruxelles le niait, vu qu'il n'y est défendu à aucun habitant de la région flamande d'envoyer ses enfants dans les écoles de la région française. En effet chaque soir leur travail fini des masses d'ouvriers flamands quittent la capitale pour rejoindre leurs villages, des masses de Wallons l'envahissent pour que leurs enfants puissent fréquenter les écoles flamandes ou françaises.

Le Tribunal Européen a repoussé cinq des six points du recours et par là il a ratifié la création de territoires linguistiques compacts. Seul le recours des six communes de la périphérie de Bruxelles fut accepté; celles-ci invoquaient le fait que dans les écoles françaises locales on ne pouvait pas recevoir des écoliers venus des communes françaises adjacentes.

Ce débat et cette sentence ont mis en lumière la crise qui encore aujourd'hui travaille l'Etat Belge, malgré la Loi de 1963, parce que capitale et périphérie restent la pomme de la discorde entre les deux nations et les deux langues.

*Comment commença la guerre?*

Un dimanche d'octobre 1961 cent mille Flamands descendirent dans les rues de Bruxelles avec pancartes et banderoles invoquant l'autonomie culturelle, la coexistence officielle des deux langues dans la métropole, protection pour la périphérie flamande de celle-ci et des aides économiques aux provinces septentrionales. Quelques jours après c'était le tour des Wallons de s'assembler aux mêmes endroits pour déclarer la guerre à l'impérialisme flamand. Un ministre belge — juste le jour où le Parlement congolais faisait du français la langue officielle de la nouvelle république — soulignait à un congrès international de Paris son origine flamande en tenant son discours en anglais. Presque au même moment les habitants d'Anvers sifflaient le ministre (Wallon) des Travaux Publics, qui inauguraît une digue avec un discours en français. A la fin de 1962 des nationalistes flamands sifflaient un sermon en français dans une église d'Anvers et vendeuses et garçons de restaurant francophones de Bruxelles insultaient leurs clients qui faisaient leurs commandes en flamand.

Après quoi la dispute des langues s'étendit à tous les secteurs: questions scolaires, politique sociale, planification routière, économie. Flamands et Wallon se dressèrent les uns contre les autres armés.

*La Belgique est-elle  
seulement  
un Establishment?*

La Belgique telle que nous la voyons sur une carte géographique est le résultat des opérations militaires du Prince de Parme jusqu'en 1585. Du Duché de Limbourg il s'était étendu au Brabant et puis avait marché sur les Flandres en conquérant morceau par morceau cette région jusqu'à faire capituler Anvers. Avec l'arrivée de ses troupes la religion catholique revenait en honneur. C'est à ce moment que Philippe II décida qu'il était urgent d'intervenir dans les guerres de religion en France et on enjoignit au Prince de Parme d'interrompre l'offensive et de marcher vers le Sud. Les positions, qu'il avait atteintes, devinrent la ligne d'armistice de 1609 et furent légèrement modifiées par la Paix de 1648. Ainsi naquit la Belgique à laquelle l'historien Pirenne — entre 1900 et 1932 — essaya de donner un caractère national unitaire, résultante de l'intégration des Wallons et des Flamands.

En 1830, lorsque la Belgique se détacha de la Hollande (à laquelle elle avait été unie en 1815) par un acte révolutionnaire de la bourgeoisie de Bruxelles, les Flamands formaient les classes inférieures de la population, tandis que la culture comme la richesse étaient aux mains des Wallons. Ils possédaient les mines de charbon et la première industrie lourde. Jusqu'en 1914 la Belgique fut un état de langue française; le flamand cependant survécut grâce à l'Eglise.

C'est la première guerre mondiale et l'occupation allemande qui firent exploser la conscience nationale d'un peuple germanique. Avec l'introduction du suffrage universel en 1919 il fit sentir son poids et une ligne de démarcation linguistique fut tracée en 1930. Elle court de Menin vers l'Occident, jusqu'à Tongeren au voisinage de la frontière allemande; elle divise la Belgique. Tout en étant située au nord de cette ligne, Bruxelles fut déclarée bilingue et là continua la lutte.

Bien que les origines de la langue française dans cette capitale fussent très lointaines, sa « gallicisation » profonde semble dater de la domination napoléonienne et ce fait eut sur la révolution de 1830 une grande in-

fluence, qui continua à s'exercer pendant les premières dizaines d'années du nouveau royaume. Aujourd'hui sous le conflit linguistique se cache une révolte sociale: une petite bourgeoisie d'origine prolétaire et rurale envahit les domaines réservés jusqu'à présent à une grande et moyenne bourgeoisie, opulente et cultivée.

*Linguistique  
et Démographie*

Il est certain que dans la capitale les français et la population francophone jouissent d'un avantage sur le flamand et les Flamands, mais il est tout aussi certain que les Wallons perdent pied dans la compétition avec les Flamands.

Alors qu'au tournant du siècle les deux éléments ethniques s'équilibraient numériquement, dans les derniers cinquante ans le déséquilibre en faveur des Flamands n'a fait que s'accroître. L'état stagnant de la Belgique francophone est alarmant. Les statistiques officielles montrent qu'entre 1947 et 1960 la population flamande a cru de 50.2% à 51.1% du total, tandis que les Wallons sont descendus de 34.5% à 33.4%. D'après les prévisions des sociologues Pressat et Sauvey, en 1975 les Flamands formeront le 54.3% et les Wallons le 32.1%. La statistique de la natalité est tout aussi éloquente: dans la zone flamande l'excédence des naissances sur les morts est de 7.9%, dans la zone wallonne de 1.3%.

Démographie et économie sont toujours étroitement liées. Pressat et Sauvey ont constaté que la population wallonne vieillit par rapport aux Flamands. En effet les jeunes au dessous de 20 ans forment le 29.5% et le 32.7% dans l'un et l'autre groupe ethnique. Chez les Wallons le 16.4% a plus de 60 ans, parmi les Flamands à peine 13%. D'après Sauvey, la Wallonie ne pourra maintenir l'actuel niveau économique que si la natalité augmente ou bien si la Nation importe 30.000 ouvriers étrangers. De plus elle possède les industries les moins évoluées. Ses mines de charbon sont les moins productives d'Europe. De 27 millions de tonnes en 1958 la production est descendue à 21.5 en 1961 et la population ouvrière employée de 106.000 à 66.000. Comme la main d'oeuvre

diminue en Wallonie, les nouvelles industries s'ouvrent en Flandre où, d'ailleurs, les voies maritimes sont plus accessibles. Les capitaux américains et anglais qui veulent se bien situer dans le Marché Commun, préfèrent le quadrilatère Bruxelles-Gand-Anvers-Haaselt, où se croisent les grandes artères Amsterdam-Bruxelles-Paris et Ostende-Bruxelles-Ruhr et où se trouve un port bien équipé. La Wallonie se trouve dans une région moins bien située.

Les conséquences de ce déséquilibre s'expriment en chiffres. L'augmentation annuelle du revenu par tête d'habitant — entre 1953 et 1959 — a été de 2.2% en Flandre et 1.3% en Wallonie. C'est de ce déséquilibre que sortit le *Mouvement Populaire Wallon*, qui réclama le passage du centralisme administratif au fédéralisme.

### Louvain

La ligne de démarcation linguistique traverse et divise l'illustre Université de Louvain. Fondée en 1426 par le Duc de Bourgogne, la plus grande des sept universités catholiques dans le monde et, en même temps, la première de la Belgique ces dernières années, elle a perdu son caractère confessionnel et accepté des subsides de l'Etat. La loi de 1963 lui conféra un double visage en y instituant deux écoles parallèles et autonomes, l'une flamande et l'autre francophone, sous un commun recteur. Si de cette façon le contact entre les étudiants flamands et francophones cessait, l'atmosphère française survivait grâce à la multitude de Congolais et Vietnamiens qui continuaient à la fréquenter. Tout ce qui était écrit, jusqu'au menu de la table, était flamand; mais la langue courante dans ce cosmopolis afro-asiatique était le français.

Contre cet état des choses se sont insurgés les héros de la contestation globale, en provoquant les désordres de l'hiver 1968. Le S.V.B., qui assemble les jeunes révolutionnaires, a son siège dans une maison du XVII<sup>e</sup> siècle sur laquelle on a mis l'inscription: *Death to all sane people!* Dans l'entrée le visiteur voit le portrait de Che Guevara et une croix gammée. Marxisme et racisme coexistent dans l'esprit du premier idéologue, Peter de Bock. La Belgique — proclamait-il — n'est pas un Etat mais un *Establishment*. Néanmoins il refuse d'appliquer une interprétation marxiste-léniniste à la guerre des

langues et de voir en elle un effet du capitalisme bourgeois. Au contraire il désire une révolution socialiste sur deux lignes parallèles et linguistiques, d'un côté les Wallons et de l'autre les Flamands. Le prolétariat des deux nations doit commencer par se séparer et puis éventuellement — se fédérer.

Le S.V.P. fait appel aux masses ouvrières. « La Belgique ne connaît pas la démocratie sociale. Les universités sont un domaine de l'Establishment ». Ils se vêtent d'uniformes noirs, auxquels les étudiants wallons répondent en arborant avec ostentation l'étoile de Juda. De ces forcenés est partie l'agitation pour le transfert de la section française en territoire wallon, qui a provoqué la démission du cabinet Boeynants en février 1968 et les élections générales du 29 mars. Du conflit linguistique était issu un problème d'une bien plus grande portée: la structure de l'état belge était remise en question. Les adversaires de l'état unitaire avaient réussi à briser la compacte homogénéité des partis. Seuls les libéraux se maintenaient sur les anciennes positions nationales. Le conflit pour Louvain avait brisé le parti chrétien-social: les fractions flamande et wallonne s'étaient rendue indépendantes et avaient élaboré des programmes différents. Dans le district de Bruxelles deux listes socialistes, une wallonne et l'autre flamande, briguaient les faveurs des électeurs.

L'Union Populaire Flamando-Nationaliste réclamait ouvertement la division de la Belgique en deux Etats, wallon et flamand. Elle repoussait le projet d'une Bruxelles bilingue chaleureusement recommandé par les socialistes francophones. Elle demandait un ordre nouveau apparemment fédéraliste, en fonction de la frontière linguistique.

### Le problème de la structure

Durant trois ans le gouvernement était tombé deux fois sur la question de la langue et l'on avait fait appel aux électeurs sans jamais obtenir la clarification tant espérée de la situation. En fait, durant les 140 ans de son existence, jamais la Belgique n'a réussi à remédier à son défaut de naissance, la nature artificielle et l'arbitraire de sa structure; elle resta un pays où survivent à l'état latent les forces centrifuges. La fusion des deux éléments ethniques en une seule nation est restée un songe en sept volumes de l'his-

## GUERRE DES LANGUES

torien Pirenne. Sous la pression de l'invasion germanique les forces centrifuges se sont accentuées de sorte que chaque élection générale a dégénéré en une lutte de tous contre tous. Présentement la crise de Louvain est devenue une crise de l'Etat.

Après les dernières élections la Belgique est restée durant 131 jours sans gouvernement. C'est au nouveau cabinet Eyskens de trouver dans le parlement les voix nécessaires pour une modification de la constitution. Le compromis auquel les chrétiens-sociaux et les socialistes sont arrivés ne prévoit pas réellement un vrai fédéralisme. Celui-ci est chose impossible lorsque les fédérés ne sont que deux. L'un aurait le droit de veto et la conséquence en serait la scission. Ainsi donc la nouvelle constitution sera semi-fédéraliste et tiendra compte du fait que la Belgique reste une unité économique. Le noyau de la réforme est l'autonomie « culturelle », dont le concept de culture a la plus ample signification. L'instrument de cette autonomie sera — dans chaque région — un « Sénat ». Cette solution ne suscite pas l'enthousiasme des Flamands parce qu'elle ne tient pas compte de leur prépondérance numérique. Mais les plus vives protestations partent de Bruxelles. La capitale refuse un « statut spécial », parce qu'elle craint qu'une limitation de ses possibilités de développement y soit implicite. En outre elle considère avec scepticisme la décentralisation économique.

Une fois que la section française de l'Université de Louvain sera transférée en territoire wallon, Bruxelles deviendra le plus grand théâtre de bataille dans la guerre des deux langues. Ici couper le noeud gordien comme à Louvain serait chose impossible: la capitale est quelque chose de plus qu'une école supérieure. Officiellement bilingue Bruxelles est de fait francophone et le progrès du français, qui accompagne le développement de l'agglomération urbaine, est insupportable aux yeux des nationalistes flamands. D'ailleurs que serait ce « statut spécial »? Un organisme neutre et bilingue ou bien un *corpus separatum* à l'intérieur de la fédération belge? Mais les Bruxellois ne veulent point être neutralisés dans la lutte entre Wallons et Flamands, et d'autre part la seconde éventualité provoquerait la colère des Flamands, vu que la cité francophone se rangerait du côté des Wallons.

V.-V. STANCIU

## LA VOCATION DE PAIX DE LA ROUMANIE

Nous sommes heureux de publier avec l'autorisation de l'auteur cet article paru récemment dans le quotidien *Le Figaro*. Me V.-V. Stanciu a été une des gloires du Forum roumain et l'un des noms les plus célèbres des milieux juridiques européens qui lui doivent de nombreux ouvrages faisant autorité en la matière. Même si des mois ont passé depuis le voyage de M. Nixon à Bucarest, l'écho de ce sensationnel « atterrissage » aux confins orientaux de l'Europe est loin de s'éteindre: l'Amérique n'a pas abandonné les pays qui subissent continuellement le chantage moral et matériel de l'U.R.S.S.

*Le récent voyage du président Nixon a fait beaucoup parler de la République socialiste roumaine.*

*Il sied de dire aussi quelques mots de son peuple.*

*Si on peut croire ou douter des paroles de ses gouvernants — en ce qui nous concerne, nous n'avons aucune opinion — on ne peut pas douter du profond et sincère désir de paix du peuple. L'enthousiasme collectif qui a touché au délire lors de l'accueil de M. Nixon, ce n'était pas simple politesse, moins encore de la mise en scène. C'était le cri du coeur du peuple entier qui aspire à la liberté, pour lequel les frontières de son pays sont devenues les murs infranchissables d'une immense prison et qui attend son salut de l'Occident. Car, par son origine, par son esprit et par la culture française de ses intellectuels, la Roumanie a plus d'affinités avec l'Occident qu'avec l'Orient. Ilé latine dans un océan slave, les Roumains ont été au cours des siècles les victimes de leur géographie. Au carrefour des empires, au passage des hordes barbares, leur situation leur a occasionné des occupations étrangères dont les plus néfastes ont été celles des Russes et de Turcs entraînant pillages, terreurs et annexions d'importantes fractions de leur territoire.*

*Malgré l'adversité de la destinée, les Roumains ont conservé leur unité ethnique selon leur dicton: « L'eau passe, les pierres restent ».*

## MM. Nixon et Ceausescu acclamés à Bucarest



La malheureuse expérience du passé leur a enseigné la méfiance à l'égard des voisins. Pour le Roumain, le prochain est dangereux. Il préfère le lointain. La condition essentielle du bon voisinage est que chacun reste chez soi. Autrement, la notion de voisinage disparaît.

Ce peuple brave est profondément pacifique. Je n'en connais pas un autre qui ait plus d'aptitudes à lutter pour la paix. S'ils étaient suffisamment nombreux pour constituer ce qu'on appelle couramment un grand peuple, les Roumains pourraient jouer un rôle important dans la réalisation de la paix.

Voici les qualités maîtresses du peuple roumain — permanences psychologiques que le changement d'infrastructure n'a pas changé, de même que la réalisation de l'idéologie marxiste-léniniste-staliniste n'a pas transformé la psychologie des Russes malgré les changements parfois heureux des institutions.

1°) D'abord le Roumain sait concilier l'universalisme avec le particularisme. Non seulement il n'est pas xénophobe, mais il est xénophile. L'hospitalité du peuple est unique. L'étranger, non seulement du village mais du pays, qui frappe à la porte d'un paysan trouve souvent un accueil dans sa maison et une nourriture pour laquelle l'hôte se considérerait comme vexé s'il acceptait une rémunération.

2°) Content de conserver ce qui lui appartenait, le peuple roumain n'a jamais eu l'esprit de conquête.

3°) Fier, oui — mais jamais orgueilleux, ce peuple n'a pas le complexe de supériorité des autres nations, surtout des grandes.

4°) Il a une grande capacité de compréhension des étrangers. Comprendre, c'est pouvoir s'identifier à autrui. Situé au carrefour des civilisations, il a réalisé une synthèse psychique de grande valeur. En effet, le Roumain a l'intelligence latine, l'affectivité influencée favorablement par le contact du monde slave et il possède d'une certaine manière l'esprit pragmatiste, ce qui lui donne de l'estime pour la civilisation anglosaxonne. Comme exemples de ce pragmatisme, quelques-uns de ses aphorismes:

— « Pas de paroles mais des faits » (les Romains disaient: « Non verba, sed acta »).

— « Trop de paroles — c'est véritable pauvreté » (il est vrai que la tendance des néo-latins à palabrer est moins forte chez les héritiers de Trajan).

— « Sois frère du Diable jusqu'à ce que tu aies franchi la passerelle ». (Il semble qu'on applique largement cette maxime dans la politique extérieure).

Avec ces dons, le Roumain mérite de recevoir la qualité d'homme afin qu'il bénéficie lui aussi de la proclamation des droits de l'homme et que cesse sa minorité politique.

MICHEL DE LA VENTOLIERE

# LE JOURNALISTE FACE A L'EUROPE

« ...La liberté de signaler ce qui risque  
d'entraver le processus de formation de  
l'Europe de demain... »

Il y a bien des années on croyait encore que la presse représentait l'opinion publique et qu'elle la formait en même temps. On parlait avec emphase du quatrième pouvoir dans l'Etat démocratique, et, pourquoï ne l'avouerais-je pas, c'est captivé par cette illusion que j'ai franchi le seuil de la première salle de rédaction. Du confrère qui trimait « aux chiens écrasés » jusqu'au maître qui signait l'éditorial destiné « à faire penser deux fois le gouvernement avant d'agir », les journalistes étaient pour moi des prêtres officiant sur l'autel de la vérité, les haut-parleurs de la conscience populaire. Hélas, je n'allais pas tarder à apprendre que le journalisme était loin de pouvoir remplir cette mission quasi légendaire et apostolique qu'à tort ou à raison on lui avait assignée. Les intérêts constitués dans une société de plus en plus matérialiste, les combines politiques et la débilïté du statut d'une profession jamais encore pleinement reconnue comme telle par la société, avaient contraint le journalisme à ne plus représenter que l'opinion des groupes constitués qui le font vivre. Les journalistes qui n'ont pas voulu accepter cette vérité ont dû abandonner leur mission après avoir payé assez cher leur manque de « réalisme ». Certains d'entre eux l'ont payé si cher qu'ils mériteraient le titre de héros anonymes de la liberté si seulement il y avait eu une chronique du temps qui ait enregistré leurs tourments.

Mais après les « journalistes » nazis, après leurs collègues communistes, après les faïseurs de « bombes » et les chroniqueurs des scandales à deux sous, l'opinion publique s'est vite habituée à croire que tous les journalistes méritaient d'être mis dans le même sac et qu'il n'y avait rien à retenir dans la chronique du temps sous le titre journalisme.

La profession est encore là et maintenant

que les pays de notre continent s'efforcent de vivre à la dimension européenne, le journaliste voit sa tâche rendue de plus en plus complexe sans que pour autant les perspectives des conditions morales de sa profession se soient améliorées, et je m'explique: il y a encore des gens qui croient que le journaliste devrait être le photographe de la vérité et inutile d'ajouter que chaque politicien et chaque pays a sa propre vérité: il y en a d'autres qui croient que le journaliste devrait être l'agent du patriotisme officiel de son pays et il y a ceux qui, sur le plan européen, par exemple, croient que le journaliste devrait être le chroniqueur et le propagandiste à la fois, de tout ce qui n'est pas difficulté, de tout ce qui n'est pas différence entre les peuples d'Europe afin de faciliter cette union tellement voulue par nous tous. Erreur ou grossière impertinence, car le journaliste ne devrait être ni l'un ni l'autre. Il ne devrait être ni le représentant de l'opinion publique, ni le photographe de la vérité fût-elle scientifiquement établie, ni le patriote, et moins encore le chroniqueur optimiste de tous les points positifs qui uniraient les peuples d'Europe ou les classes sociales de son pays. Le journaliste n'est ni le serviteur de la vérité ni de l'harmonie et surtout, il ne doit pas être le représentant de l'opinion publique. Le journaliste, le vrai, doit rester le miroir de la société de son temps, car rien n'est plus contemporain que sa profession; il doit refléter les joies, les chagrins, les doutes, les soupçons, les impressions et les préjugés de ceux qui ne sont pas autrement constitués pour pouvoir les exprimer d'une façon cohérente et scientifiquement préparée. C'est pourquoi le degré de vérité scientifique de ce que le journaliste écrit relève fort peu de sa conscience et beaucoup, sinon entièrement, de la source obscure que le journaliste découvre et a le devoir de faire connaître. Ce n'est certainement pas le devoir

du journaliste de vérifier scientifiquement telle ou telle information; ce dont il doit s'assurer, c'est que l'information qu'il transmet, qu'il commente ou qui l'inspire, a une existence assez importante pour que le monde en prenne connaissance. Le journaliste informe le public de ce qui se dit, de ce que l'on croit, de ce que l'on pense, de ce que l'on soupçonne ou de ce que l'on refuse d'accepter ou de reconnaître ou de faire. Qu'il transmette cette information comme telle, qu'il la commente ou qu'elle l'inspire pour son article, le journaliste fait toujours oeuvre d'information, une oeuvre subjective comme la source de son matériel, comme l'homme lui-même, comme la masse non organisée, non politisée ou libérée de pareilles entraves où le journaliste trouve son matériel et pour laquelle il travaille. Du moment que « l'on dit », du moment que « l'on croit » ou que « l'on pense », pour le journaliste la vérité s'arrête là; c'est à ceux qui croient que leurs intérêts seraient lésés si l'apparence l'emportait sur la vérité qu'il appartient de prouver que « l'on dit » ou « l'on croit » n'est pas la vérité proprement dite. C'est en voulant faire du journaliste le photographe de la vérité, le barde du patriotisme ou de l'harmonie sociale ou internationale que les puissants de tous les jours ont dégradé cette profession et ont amoindri l'homme qui par malheur l'embrasse.

\* \* \*

Non, je dirai hautement « non » à toute tentative de créer maintenant un nouveau type de journaliste « européen », une sorte de monsieur — à peine — qui est reçu à toutes les tables et qui mange à toutes les sauces de Bucarest à Paris, et de Moscou à Londres, et qui s'attache à trouver partout des points soi-disants communs qui peuvent unir ces pays par dessus tout ce qui pourrait être les nouvelles chaînes des « pauvres bougres » qui ne sont ni l'élite, ni les ministres d'aujourd'hui ou de demain, mais qui auraient à vivre, justement, avec ces petites différences et contradictions qu'on demande au journaliste de taire sous prétexte qu'elles ne sont pas scientifiquement vraies ou qu'elles ne sont que des légendes.

N'en déplaie aux propriétaires de journaux et aux ministres présents et futurs, je continuerai à croire que le rôle du journaliste reste celui de rapporter, d'amplifier et d'exposer tout ce qui à tort ou à raison est seulement dit, pensé, entendu, soupçonné ou désapprouvé. Nous savons, tous, qu'il impor-

te très peu pour la vérité historique proprement dite que, par exemple, une minorité nationale dans un pays quelconque n'ait jamais été persécutée ou même qu'elle n'ait jamais existé comme telle; si une catégorie d'habitants se considère minorité et se croit persécutée, c'est assez pour que la vie sociale du pays en cause soit empoisonnée, pour que le jeu des relations sociales et internationales soit faussé. C'est au pays frappé par une pareille légende, préjugé ou méfait, si l'on veut, qu'il appartient de faire en sorte que la vérité soit rétablie et tout d'abord dans l'esprit de ceux qui se croient frappés par ce mal. Il n'est nullement du devoir du journaliste d'y aider par commission ou par omission car, je le répète, le journaliste doit limiter son investigation à l'existence même de l'état d'esprit qu'il rapporte, à cette légende, à ce préjugé, car c'est ce qui tourmente ceux dont il veut signaler le cas. La légende, le préjugé, la mensonge, la superstition, le calcul erroné aussi bien que l'humeur d'un moment, du moment qu'ils existent et qu'ils affectent une catégorie de gens, appartiennent au domaine du journaliste. Si l'on veut que la presse soit et reste libre, il faut accepter que tout gouvernement ou tout groupement constitué soit exposé à tout moment à la dénonciation du journaliste qui, lui, ne doit ses services qu'à ceux dont on n'entendrait autrement jamais parler. La presse doit ramener à la surface, du tréfonds où il mijote, l'esprit non organisé, l'esprit de ceux qui sont gouvernés et pour qui elle seule peut travailler.

\* \* \*

Le journaliste « européen » ne doit jamais exister, mais il faut exiger que le journaliste tout court jouisse de toute sa liberté de dire au monde entier, de signaler à sa manière ce qui risque d'entraver peu ou prou le processus de formation de l'Europe de demain. Aux gouvernements d'aplanir les aspérités et de trouver la voie de l'entente, mais aux journalistes d'attirer l'attention sur ce qui, « légende » ou « préjugé » aujourd'hui, pourrait devenir l'obstacle de demain, car si les parlements se doivent d'être la conscience politisée des peuples, la presse doit rester le miroir de l'esprit, de la mentalité, de la simplicité, de la sagesse ou même de la bêtise de ces peuples. Les peuples sont là tels qu'ils sont et avec Voltaire je dirai:

« Il fut des citoyens avant qu'il fût des maîtres ».

# MILLE MINISTRES RESPONSABLES DE L'EUROPE OU LE VIDE DE POUVOIR

L'Europe a vécu ces dernières années et vit encore des heures tragiques ou menaçantes avec la violation de la liberté en Tchécoslovaquie, et la guerre israélo-égyptienne. Or, s'il existait une véritable classe dirigeante européenne, capable de se faire respecter, la Russie n'aurait pas été en mesure de profiter dans les deux cas de ce qui n'est, au fond, qu'un *vide de pouvoir*.

Dans son ensemble, la classe politique européenne est au-dessous de sa tâche qui est, avant tout, de faire respecter la liberté et la paix des pays civilisés de notre continent.

Nous ne manquons pourtant pas d'hommes politiques de premier plan, d'élites intellectuelles et d'euro péistes. Mais tout se passe comme si nos nombreux ministres et députés aveuglés par de mesquins intérêts nationaux, ligotés par la peur de perdre leurs portefeuilles, ou leurs mandats, étaient frappés de paralysie.

Il n'y a qu'une vingtaine d'années, trois grands catholiques, trois hommes qui appartenaient à trois de nos grands pays, Robert Schuman, Alcide de Gasperi et Conrad Adenauer, conçurent une Europe unie qui leur semblait répondre à la réalité des choses et aux nécessités historiques.

Leur conviction était si profonde qu'ils parvinrent à donner à l'union un élan sur lequel nous sommes encore lancés. Mais la foi qui les inspirait serait-elle morte en même temps qu'eux? Au bout de vingt ans, que reste-t-il de leur grand dessein politique? Une organisation économique, une assemblée, et le *vide de pouvoir* dont nous parlions plus haut.

## Le Marché Commun

Le Marché Commun n'est sans doute pas tout à fait ce qu'avaient rêvé les trois grands hommes politiques qui voulaient faire l'Eu-

rope. Néanmoins c'est une réalité qui a donné des résultats positifs. Mais son existence est précaire et difficile, ses buts fluctuants.

Il élabore, en marge des grands intérêts politiques et culturels du continent une habile stratégie productive et commerciale dont la portée est assez limitée. L'entrée de la Grande Bretagne élargirait ses possibilités, mais risquerait d'en faire exclusivement une zone de libre échange des produits industriels. Et d'autre part l'entrée de la Grande Bretagne, souhaitée par les uns, redoutée par les autres, est un facteur supplémentaire de division entre les partenaires de la petite Europe des Six. Les facteurs de division ne manquent d'ailleurs pas. Les controverses monétaires ne sont pas terminées. Elles ont abouti à un double marché de l'or à la quasi reconnaissance du dollar comme étalon monétaire international, mais la République Fédérale et l'Italie n'ont pas adopté en face de ce problème les mêmes positions que celles du gouvernement français. L'effacement momentané de la France dans ces divergences n'est dû probablement qu'à la faiblesse du franc et ne permet aucune conjecture pour l'avenir. En face de l'Europe de l'Est, les Six sont également bien loin de mener une politique unitaire. Chacun semble anxieux de conclure les accords qu'il lui plait avec l'Union Soviétique, sans se soucier de ses partenaires.

## L'Assemblée Consultative

Elle joue un rôle essentiellement consultatif, dénué en pratique de toute efficacité. En débarquant à Strasbourg, les hommes politiques qui sont appelés à y siéger semblent perdre, en même temps que le contact avec leurs réalités nationales, le ressort du *pouvoir*. Leurs rapports sont documentés, clairs, voyants, leurs recommandations pleines de bonne volonté, leurs débats stériles.

## EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE

## POUR LE DESARMEMENT

Le 12 septembre, le secrétariat général des Nations unies, les délégations des Etats membres ainsi que les délégués à la Commission du désarmement de la Conférence de Genève se sont vus remettre par les observateurs de la République fédérale auprès de ces organismes, le texte d'un mémorandum élaboré par le gouvernement fédéral au sujet de l'interdiction de la production et de l'usage des armes biologiques et chimiques.

Par ce mémorandum, le gouvernement fédéral espère apporter une contribution constructive à la discussion actuelle sur le problème des armes B et C au sein de la Commission de Genève et de l'assemblée générale des Nations unies. Il espère ainsi provoquer une interdiction contractuelle internationale de ces armes de destruction massive.

Le texte du mémorandum est le suivant:

## 1

La présentation du rapport des experts des Nations Unies sur les armes B et C, le 1<sup>er</sup> juillet 1969, a, une fois de plus, fortement attiré l'attention internationale sur les dangers que font encourir ces armes de destruction massive. Une réglementation contractuelle en vue d'endiguer ces dangers, dans le but de les supprimer définitivement, est devenue l'un des sujets principaux des

délibérations aux Nations Unies et à la Conférence de Genève de la Commission du désarmement.

## 2

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne partage les soucis des Etats qui se préoccupent de consolider la paix et d'accroître la sécurité. Il participe active-

*MILLE MINISTRES*

Revenus dans leurs capitales, tous nos hommes politiques sont absorbés par des affaires intérieures partout difficiles et qui les absorbent à tel point qu'ils ne sont plus capables de se consacrer aux grandes entreprises.

**Et pourtant...**

Et pourtant, si nous multiplions les 26 pays du Conseil d'Europe par une moyenne de 30 ministres et sous-secrétaires d'Etat, nous avons en Europe 780 politiciens responsables de nos destins. Si nous ajoutons les petits Etats nous arrivons à un total de 33 nations européennes et nous avons environ 1.000 ministres et leurs adjoints (ils sont beaucoup plus nombreux dans les pays de l'Europe socialiste sous occupation).

*Ministres de métier*, dira-t-on, la plupart, soucieux de ne pas perdre le prestige et les avantages de leurs fauteuils, plutôt que d'interpréter les sentiments des peuples, leurs aspirations européennes, la réalité historique de notre temps.

Mais nous sommes convaincus que dans le nombre beaucoup sont sincèrement européens et conscients de leurs responsabilités. Un profil de ces hommes politiques de bonne volonté s'impose. Derrière les trois grands dont nous avons parlé plus haut, Robert Schuman, Conrad Adenauer, Alcide De Gasperi, dans tous les pays d'Europe, des hommes compétents, désintéressés, travaillent à l'union.

Le « Bulletin Européen » serait heureux de publier dans ses colonnes les noms que ses lecteurs voudront lui signaler. Les intéressés eux-même sont invités à se présenter en exposant leurs mérites, leurs doutes, leurs défaites. La tribune leur est ouverte.

ment aux efforts de désarmement et de contrôle des armements, notamment des armes biologiques et chimiques. Il a déjà, à un premier stade des négociations visant à endiguer les dangers que font encourir les armes nucléaires, attiré l'attention sur les conséquences possibles d'autres moyens de destruction massive, à savoir des armes B et C, et sur la nécessité de les éliminer.

## 3

La République fédérale d'Allemagne a apporté elle-même des contributions concrètes tendant à supprimer les armes biologiques et chimiques. L'Allemagne est un des Etats signataires du Protocole de Genève de 1925, qui proscrit l'emploi d'armes biologiques et chimiques en temps de guerre. En outre, la République fédérale d'Allemagne a, dès le 23 octobre 1954, renoncé à la fabrication d'armes biologiques et chimiques. Elle a accepté des contrôles multinationaux correspondants.

La renonciation de l'Allemagne à cette production concerne les armes suivantes (Annexe II, paragraphes II et III du Protocole n° III relatif au contrôle des armements, modifiant et complétant le Traité de Bruxelles du 23 octobre 1954):

## « II. Arme chimique

a) L'arme chimique est définie comme tout équipement ou appareil spécialement conçu pour l'utilisation à des fins militaires des propriétés asphyxiantes, toxiques, irritantes, paralysantes, régulatrices de croissance, anti-lubrifiantes ou catalytiques d'une substance chimique quelconque.

b) Sous réserve des dispositions du paragraphe c), les produits chimiques ayant de telles propriétés et susceptibles d'être utilisés dans les équipements ou appareils mentionnés dans le paragraphe a) sont considérés comme compris dans cette définition.

c) Les appareils et les quantités de produits chimiques mentionnés dans les paragraphes a) et b) qui n'excèdent pas les besoins civils du temps de paix sont considérés comme exclus de cette définition.

## III. Arme biologique

a) L'arme biologique est définie comme tout équipement ou appareils spécialement conçus pour utiliser à des fins militaires des insectes nuisibles ou d'autres organismes vivants ou morts ou leurs produits toxiques.

b) Sous réserve des dispositions du paragraphe c), les insectes, organismes et leurs produits toxiques, de nature et en quantité telle qu'ils puissent être utilisés dans les

équipements ou appareils mentionnés dans le paragraphe a), sont considérés comme compris dans cette définition.

c) Les équipements, les appareils et les quantités d'insectes, organismes et leurs produits toxiques mentionnés dans les paragraphes a) et b) qui n'excèdent pas les besoins civils du temps de paix sont considérés comme exclus de cette définition ».

## 4

La République fédérale d'Allemagne s'entient strictement aux obligations qu'elle a contractées. Elle ne fabrique ni des moyens de combat biologiques, ni des moyens de combat chimiques, pas plus qu'elle ne possède des armes biologiques ou chimiques dans le but d'en faire usage.

## 5

Le Gouvernement fédéral se féliciterait que les dangers qui résultent des armes biologiques et chimiques puissent être éliminés par une renonciation analogue acceptée dans le monde entier. Le voeu du Gouvernement fédéral a été réaffirmé dans le discours prononcé le 3 septembre 1968 par M. W. Brandt, Ministre fédéral des Affaires étrangères, lors de la Conférence des Etats non possesseurs d'armes nucléaires, à Genève. On y trouvait, entre autres, la déclaration suivante:

« Le Protocole de Genève de 1925 ne définit pas les armes chimiques et bactériologiques. Lorsque le problème des armes B et C sera examiné, il faudra les définir de façon précise. A ce propos, les définitions fixées en 1954 dans le cadre de la renonciation à la fabrication du côté allemand, pourraient être utiles. Nous sommes disposés à coopérer et à prêter notre appui à tout effort tendant — sans discrimination — à réaménager de façon efficace l'interdiction des armes bactériologiques et chimiques dans le but de libérer l'humanité de l'angoisse dont elles sont la cause ».

## 6

Une réglementation contractuelle internationale de l'interdiction des armes B et C devrait s'étendre aux deux armes de destruction massive. Là où, initialement, on peut aboutir à des solutions partielles, on ne devrait pas pour autant les exclure parce qu'une réglementation globale n'est pas encore réalisable. Le traité devrait toutefois établir une corrélation aussi étroite que possible dans le but de fixer contractuellement et dès que possible, à l'échelon universel, une large interdiction de toutes les armes de destruction massive.

## Angleterre et Marché Commun

# L'HEURE DE LA VERITE

par

S. RACOVITZE

### *Le parti conservateur officialise la fermeture*

Comme il fallait s'y attendre, le leader officiel du parti conservateur a emboîté le pas au leader de fait, en officialisant la fermeture en matière de politique européenne. Ce fut d'abord M. Enoch Powell, leader de fait de l'opinion conservatrice dans le pays, qui, dans un discours de week-end, a signalé aux politiciens et au gouvernement qu'il serait imprudent de pratiquer une politique d'intégration dans le Marché Commun alors que la nation a toujours été hostile à toute tentative d'europhisme dans la politique fondamentale de l'Angleterre. Comme c'était inévitable, le leader officiel du parti conservateur ne pouvait pas laisser l'initiative entière à M. Enoch Powell et quelques semaines plus tard il emboîta le pas dans un discours tenu à Sheffield, centre industriel où l'Europe est à coup sûr plus que suspecte.

*« Sans que les problèmes présents soient favorablement résolus et sans qu'ils soient visiblement résolus par la nation, joindre le Marché Commun serait fatal ».*

Telles furent les paroles de M. Heath qui a eu soin d'ajouter: *« Et c'est l'attitude du parti conservateur ».* Pour définir la nature de la fermeture qui de ce fait devient la politique officielle du parti conservateur, M. Heath a ensuite posé ses conditions qui, selon lui, devraient être réunies afin que l'Angleterre puisse envisager à nouveau de « joindre » le Marché Commun. Ces conditions seraient:

1. Il faut que l'Angleterre ait la certitude que tous les Six nous veuillent.

2. Qu'il y ait une solution pour les problèmes financiers de l'Angleterre.

3. Que le problème du coût de la vie en Angleterre soit pris en considération.

*« Nous ne pouvons pas nous permettre d'assumer des charges à court terme qui seront plus lourdes que les avantages à long terme. Les deux devront être comparés soi-*

*gneusement »*, a dit M. Heath à ce sujet. *« Il y a de grands obstacles qui doivent être considérés. Ces obstacles se sont multipliés depuis le temps où j'ai négocié moi-même les conditions »*, a-t-il ajouté. Selon M. Heath l'Angleterre devrait avoir une réponse à quelques questions qui sont vitales pour le pays, avant même de penser à entamer toute négociation avec les autorités du Marché Commun. Ces questions seraient:

1. Quelle serait la situation des dettes de l'Angleterre au cas où elle deviendrait membre du Marché Commun?

2. Qui serait responsable pour le prêt de 3,000 millions de Livres et pour les 4,000 millions Livres de crédit pour la balance de paiements dans les conditions de l'Accord de base qui existe à présent?

3. Quelle serait la situation de la défense et quelle serait l'évolution politique envisagée? A ce sujet, M. Heath a souligné avec emphase qu'il n'a jamais envisagé et n'envisagera jamais d'inclure l'Angleterre dans un système fédéral européen. *« Travailler ensemble avec les autres pays européens sera possible, a-t-il dit, sans que l'on pense à un système fédéral ».*

Comme M. Heath sait maintenant que le gouvernement quel qu'il soit ne pourra jamais passer outre la volonté générale des Anglais pour « joindre » le Marché Commun, pour la première fois depuis huit ans que l'idée est agitée par les politiciens des deux partis, il a demandé que le peuple anglais soit informé pleinement des risques et des avantages qui attendent l'Angleterre au cas où elle deviendrait membre du Marché Commun.

Comme le parti travailliste paraît se décider pour la formule européenne malgré l'opposition de la majorité des Anglais et de la majorité de ses militants, M. Heath a essayé de laisser quand même une porte ouverte pour une éventuelle volte-face. C'est pourquoi, avant de finir son discours, il a tenu à rassurer son auditoire sur la ques-

tion de la perte de souveraineté en donnant l'exemple des Six qui n'ont pas perdu la leur. Il n'a pas fait cette concession sans ajouter que si, malgré tout, les Européens voulaient avoir l'Angleterre parmi eux, ce serait, évidemment, un renforcement de l'Europe. (sic!)

Officiellement nous sommes donc à l'heure de l'anti-Europe, comme nous l'avons toujours été. La seule différence est maintenant et de l'opposition qui, à cause de l'amitié pressante du Dr. Lunz et sans la présence du Général De Gaulle, sentent qu'il y a quand même le risque de se voir invités à faire partie du Marché Commun, chose qu'ils n'ont jamais envisagée sérieusement.

### *La statistique à l'appui de la fermeture*

La presse du 22 septembre a appris aux Anglais ce qu'ils sentaient depuis longtemps: un sondage de l'opinion publique effectué par Gallup montre que 57% des Britanniques sont contre l'entrée dans le Marché Commun, 17% ne sont pas décidés et seulement 26% sont favorables.

D'autre part, le sondage fait au sein même des partis politiques révèle que 65% des conservateurs sont contre et seulement 21% pour, cependant que 14% sont indécis. Chez les travaillistes 47% sont contre l'entrée, 34% pour et 19% indécis. Quant au minuscule parti libéral, parti dont les leaders se sont toujours targués d'être plus européens que les Européens eux-mêmes, 62% sont contre l'entrée, 31% pour et 7% indécis. Encore faut-il dire que ce sondage s'est fait parmi un public politisé et soigneusement sélectionné toujours dans l'espoir de trouver plus d'appui pour la politique électorale de ceux qui comptent retenir ou conquérir le pouvoir. Peu sont les Anglais qui voudraient se voir associés d'une manière ou d'une autre avec l'Europe, cependant que tous désirent l'amitié et la coopération de leur pays avec les pays européens, surtout les Pays Scandinaves, la Suisse et l'Allemagne, car il faut aussi comprendre que pour la plupart des Anglais l'Europe, la vision qu'ils se font du continent en matière de coopération s'étend ou se limite, selon le cas aux Pays Scandinaves, à la Suisse et

l'Allemagne. La France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal sont des pays où l'on va pour chercher le soleil, jeter sa gourme et s'encaïllier.

La presse britannique s'efforce de présenter les résultats obtenus par Gallup comme l'expression d'un changement d'opinion survenu récemment à cause, bien entendu, des veto français. La vérité est celle que je n'ai pas cessé d'exposer dans ces colonnes: les conservateurs, pour sauver leur programme désastreux, ont inventé en 1962 la politique européenne. L'espoir était que les négociations entamées, fourniraient aux politiciens l'argument électoral et détermineraient le peuple à retenir le parti conservateur au pouvoir. Personne n'a eu le temps de constater que le peuple restait plutôt froid à la perspective de se voir européanisé. Une fois au pouvoir, les travaillistes, qui systématiquement s'approprient alors la politique conservatrice, ont repris la question du Marché Commun à leur compte, avec le même espoir et, en plus, l'espoir de réussir là où les conservateurs avaient échoué. Par manque d'imagination et de contact avec la nation, M. Heath est vite tombé dans le piège en devenant l'associé de M. Wilson dans cette aventure de duplicité internationale qui a culminé avec la farce du vote unanime à la Chambre des Communes où travaillistes, libéraux et conservateurs se sont vus refuser le droit de voter librement. Tout s'est passé sous les yeux de la nation consternée qui ne comprenait pas pourquoi à Westminster on pratiquait l'europhisme jusqu'au fanatisme cependant qu'à travers le pays, les mêmes européens occupaient leurs week-ends à renforcer l'insularisme traditionnel britannique par des discours qui ne risquaient pas d'être remarqués par la presse européenne. L'explication était pourtant simple: à Westminster il fallait plaire au Premier Ministre ou au leader de son parti, sans quoi il n'y aurait pas d'appui officiel pour une réélection; par contre, au milieu de ses électeurs, dans la circonscription électorale, le député devait tabler sur l'insularisme traditionnel, seule politique qui paie.

Maintenant que l'intransigeance du général De Gaulle n'est plus là pour garantir la politique de M. Wilson du risque d'être prise au sérieux, à Londres, comme on peut le constater, on professe le doute, la réserve voire la fermeture et on prépare le veto.

# Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

## *L'Angleterre état faciste?*

Tel est le titre inquiétant de l'éditorial paru dans le magazine hebdomadaire du Daily Telegraph du 10 octobre, sous la signature de Constantine Fitzgibbon, écrivain politique bien connu.

L'auteur étudie le bien-fondé de l'inquiétude générale des Britanniques et la conviction qui gagne de plus en plus du terrain que la Grande-Bretagne est à la veille d'une catastrophe et d'un régime totalitaire. Cette conviction vient surtout de l'analogie que les Britanniques font entre les symptômes de l'Allemagne des années trente et celles de l'Angleterre d'aujourd'hui. En dehors du fait que l'auteur profite du sujet pour dénoncer en passant « le totalitarisme » gaulliste, l'article paraît assez bien documenté surtout lorsqu'il s'agit de la situation présente en Angleterre. Cet article est surtout digne d'intérêt du point de vue européen au moment même où les dirigeants britanniques se trouvent pris entre leur européisme de commande et l'hostilité croissante du peuple britannique envers l'idée européenne. Voici quelques appréciations de l'auteur à ce propos :

### *Une situation économique alarmante*

L'auteur arrive à la conclusion que la situation de la Grande-Bretagne est aujourd'hui plus alarmante que n'était celle de l'Allemagne il y a quarante ans :

**« En Grande-Bretagne où le pays dépend tellement de son exportation, la situation est plus alarmante aux yeux de tous, sauf apparemment aux yeux des porte-paroles économiques des deux partis politiques — que n'était celle de l'Allemagne il y a 40 ans ».**

**Les politiciens et leur consensus, discrédités**

A ce sujet, l'auteur explique l'origine du consensus politique et économique :

**« Les hommes politiques sont discrédités. En Grande-Bretagne ceci remonte, à peu près à la période du Butskellism. Quand R.A. Butler était Chancelier de l'Echiquier Gaitskell était son centre-ministre travailliste et il se créa une condition de consensus qui dure encore, quant aux motifs économiques de gouvernement en Grande-Bretagne ».**

### *Corruption?*

Tout en hésitant à accuser les hommes politiques britanniques de corruption, Constantine Fitzgibbon, relève des éléments troublants dans les moeurs du gouvernement travailliste :

**« Peu de gens accusent les hommes politiques britanniques de corruption proprement dite, mais beaucoup pensent à propos du gouvernement Wilson — peut-être le plus impopulaire que la Grande-Bretagne ait eu depuis Cromwell — qu'il s'accroche au pouvoir tout en dégringolant de désastre en désastre, pour ne pas perdre les énormes émoluments des ministres et des députés, qu'il a fait voter dès qu'il a pris ce pouvoir ».**

### *L'opposition n'est pas mieux jugée*

L'article analyse avec objectivité le manque de confiance du peuple britannique dans la politique de l'opposition conservatrice et met en évidence la motivation du consensus :

**« Les motifs des dirigeantes de l'opposition ne sont pas considérés mieux appropriés, puisqu'ils ne paraissent pas avoir de politique de rechange à offrir. « Pourquoi se donner la peine de changer Wilson pour Heath? », c'est une opinion fréquemment exprimée par les bourgeois d'âge mûr, cepen-**

dant que les jeunes militants préconisent l'abolition de tout le système, exactement comme les jeunes Nazist et Communistes allemands le faisaient il y a quarante ans et presque dans des termes identiques ».

*Comme il y a 40 ans en Allemagne, vers l'anéantissement de la bourgeoisie*

Ici l'auteur compare le phénomène d'amoindrissement et puis d'anéantissement auquel la bourgeoisie allemande avait été soumise par la République de Weimar à celui auquel la bourgeoisie britannique est soumise depuis l'arrivée au pouvoir des Travailleurs :

« ... la bourgeoisie allemande avait été amoindrie et frustrée par l'inflation. En Grande-Bretagne, la même classe se voit avec amertume de plus en plus amoindrie, plus lentement, mais non moins sûrement, par la politique d'égalitarisme fiscal des Socialistes, politiques poussée même au delà du Butskellism par les Communistes qui se trouvent dans le parti travailliste, les syndicalistes et les moyens de propagande dans les masses ».

*Grâce au "fouet" parlementaire, la dictature peut être instaurée légalement*

L'auteur rappelle dans son article que du fait que la Grande-Bretagne n'a pas de Constitution rigide et que ses moeurs parlementaires sont restées encore aux principes élémentaires de l'Ancien Régime de l'administration retenue, l'instauration d'un régime de dictature est possible par le procédé légal du vote « au fouet » d'une majorité aux Communes :

« Les intellectuels britanniques tout comme l'inégalité parmi les hommes, peuvent être abolis en Grande-Bretagne par la législation passée aux Communes contrôlées « au fouet » (Whip-controlled House: procédure parlementaire qui force les députés à voter selon les ordres du leader de leur parti) ou peut-être, par une série d'Ordres en Conseil ».

Le seule consolation que l'auteur offre à

ce sujet, est que le régime de Cromwell n'a duré qu'une décennie et celui d'Hitler seulement 12 ans.

Il n'en révèle pas moins l'inquiétude générale quant à l'avenir incertain de la Grande-Bretagne et c'est sur ce ton qu'il termine son article :

« Quand les Britanniques font le point de l'ineptie politique, sociale, intellectuelle et économique de leurs dirigeants libéralistes d'aujourd'hui, ils peuvent se consoler avec la pensée que de pareils gens ne sauraient durer trop longtemps. Mais quoi, après? Et même si ceux qui forment la clique d'aujourd'hui remplissaient leur devoir constitutionnel et se rendaient en faisant appel aux élections générales et si les dirigeants conservateurs d'aujourd'hui devenaient ceux qui confirment le dicton « plus ça change, plus c'est la même chose », en pratiquant une politique presque identique et si le déclin continuait jusqu'à ce que l'effondrement arrive, quoi ensuite? ».

Une analyse douloureuse d'une réalité effrayante avec laquelle les Britanniques vivent depuis des années, c'est à peu près tout ce que l'on pourrait dire en marge de l'article de Constantine Fitzgibbon. Seuls les dirigeants travaillistes et conservateurs ne paraissent pas s'en rendre compte. De petits hommes rongés par de petites rancunes, nourrissant des rêves fanés et dérisoires, ces dirigeants resteront sans doute dans l'histoire comme les fossoyeurs de la Grande-Bretagne. Qu'ils soient travaillistes, conservateurs, libéraux ou même communistes, ces pauvres dirigeants qui frappent à la porte de l'Europe dans l'espoir de raviver par des moyens détournés un empire perdu, souffrent et font souffrir leur peuple sans des moyens et font souffrir leur peuple sans le savoir gibbon, dans le même article décrit leur tourment de la façon suivante.

« En Grande-Bretagne aujourd'hui, les porte-paroles des libéralistes et des communistes qui favorisent un égalitarisme, donc un Etat total, ne peuvent produire qu'un faible écho d'une ardeur aussi grande (celle des Allemands d'il y a 40 ans) dans leur désir d'une guerre sainte contre la Rhodésie, le Portugal, la Grèce, ce qui signifie un vague désir d'exercer une domination impériale, d'obtenir une ombre pâlie de l'empire révolu ».



## MUNICH

### 15 septembre

Visite à l'Institut pour l'économie et l'histoire de l'Europe de sud-est.

Entretien avec le professeur Herman Gross directeur de l'institut.

Le Prof. Gross voit avec beaucoup de satisfaction que la Fondation Dragan de Munich s'occupe du problème de l'Europe de sud-est.

Au cours de l'entrevue le Prof. Gross a dit qu'il aurait grand plaisir à organiser un séminaire ou une conférence pour la Fondation.

Le sujet concernerait les questions d'actualité en Europe du sud-est, comme par exemple les relations économiques et les résultats des recherches dans son domaine de travail.

Le Prof. Gross n'est pas seulement un chercheur renommé, il est au surplus professeur de sciences économiques. L'activité de recherches du Prof. Gross englobe entre autre l'économie de l'Europe de sud-est et la lutte de l'économie et de la formation entre l'Ouest et l'Est. Le grand nombre de ses publications fournit une documentation détaillée à ce sujet.

Le Prof. Gross est membre de plusieurs commissions et organisations en Europe. Il est aussi le vice-président du conseil scientifique et de la commission de publication de la Société de l'Europe de Sud-Est.

Le Prof. Gross est titulaire d'une chaire à l'université de Munich pour la faculté des sciences économiques.

### 17 septembre

Visite à l'école supérieure pour les sciences politiques. Entretien avec le Dr. Jüttner, syndic et chargé de cours de l'université.

Le 6 novembre 1969 le Dr. Jüttner dirigera

# Activités de la Fondation Européenne Dragan

les débats lors d'une manifestation de la Fondation Dragan. Le sujet sera: « La tâche et le rôle de l'Europe dans le monde ». Cette manifestation aura lieu dans le cadre d'une rencontre de la Mijarc/Belgique, d'étudiants de différents pays européens et d'étudiants allemands.

### 18 septembre

Visite à la Société de l'Europe de Sud-est. Il a été surtout question de la soirée d'entretien avec le directeur Dr. Hnilicka.

Il a été surtout question de la soirée de débats du 16 octobre à la Fondation. Cette soirée est organisée par la Fondation dans le cadre de la 11e Semaine Universitaire, avec des professeurs, assistants et étudiants de Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Grèce, Autriche et Allemagne.

### 23 septembre

Visite à la « Maison de la Rencontre », entretien avec le directeur de la maison, Mme. Richter au sujet d'une co-opération éventuelle.

La Maison de la Rencontre a été fondée par la ville de Munich pour établir des contacts avec les pays de l'Europe de Sud-Est.

### 29 septembre.

Visite à l'Institut Allemand de la Jeunesse, entretien avec Mlle. Ehrke de la section « Littérature de la Jeunesse ».

L'Institut est subventionné par le ministère de la famille et reçoit aussi des ordres de recherches d'institutions privées.

Le directeur de l'Institut, le Dr. Hornstein et son assistante ont déjà fait une visite à la Fondation au mois de Juin. Les savants de l'institut sont extrêmement intéressés par le programme de la Fondation.

**PALMA  
DE  
MAJORQUE**

Sous l'égide de l'Association Internationale de Droit Comparé (Strasbourg) a été organisé le Programme des Etudes sur les Organisations Européennes (Président Prof. R. Monaco, de l'Université de Rome, vice président Prof. B. Aubin, Directeur de l'Institut de Droit Européen de l'Université de la Sarre).

Le premier cycle de ces Etudes Européennes s'est déroulé à Palma de Majorque sous le patronage de la Fondation Européenne Dragan, du 7 au 20 septembre.

Le cycle était placé sous la présidence d'honneur du Prof. Giorgio Del Vecchio, ancien recteur de l'Université de Rome, sous la présidence effective de M. José Constantin Dragan, docteur en droit et docteur en sciences économiques; vice-présidents Me Miguel Coll Carreras et M. José R. Clar Garau, notaire; secrétaire M. Miguel Oliver Polo.

\* \* \*

Voici le programme des cours:

*Histoire et naissance des Communautés. Leur nature et leurs objectifs économiques et politiques. Elargissement des Communautés. Association avec les Etats étrangers,* par le Prof. P. H. Teitgen, professeur de la Faculté de Droit et Sciences Economiques de Paris et directeur du Centre Universitaire des Etudes des Communautés Européennes.

*Les Communautés Européennes: Commissions, Conseils:* par le Prof. W. J. Ganshof van der Meersch, profes-

seur de l'Université de Bruxelles, président de l'Institut d'Etudes Européennes de l'Université de Bruxelles.

*La Cour de Justice des Communautés Européennes. Le Parlement Européen,* par le Prof. P. H. Teitgen.

*Le Conseil de l'Europe: Comité des Ministres et Assemblée Consultative,* par M. A. H. Robertson, chef de la Direction des Droits de l'Homme du Conseil d'Europe.

*La convention de sauvegarde des Droits de l'Homme,* par M. A. H. Robertson.

*Les sources du droit européen et le droit communau-*

*taire,* par le Prof. J. H. Kaiser, professeur de l'Université de Fribourg.

*Le rapprochement des législations dans le Marché Commun,* par M. B. Aubin, directeur de l'Institut de Droit Européen de l'Université de la Sarre.

*L'unification du droit des sociétés sur le plan européen,* par le Prof. R. Houin, professeur de la Faculté de Droit et Sciences Economiques de Paris.

Les cours ont eu lieu dans les locaux de la Fondation Européenne Dragan, Paseo Marítimo Roca - Calle Villa Dragan, 4 - Palma de Majorque.

## Pharmacopée européenne

Nous signalons à nos lecteurs la prochaine parution du premier volume de la Pharmacopée européenne qui sera présenté à Strasbourg le 13 novembre prochain. L'ouvrage est actuellement préparé en anglais et en français. C'est un instrument qui, en remplaçant progressivement les pharmacopées nationales assurera l'emploi des mêmes normes de préparation des médicaments de base dans les pays européens. La cérémonie publique qui marquera le lancement du premier volume aura lieu au Conseil de l'Europe.

Ce volume représente l'aboutissement de cinq ans de travaux menés en commun par huit pays européens (Belgique, France, Allemagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse, Royaume-Uni) et effectués par des chercheurs et des professeurs de grande notoriété. Il constitue une importante contribution à la libre circulation des substances thérapeutiques entre ces pays et au contrôle harmonisé des médicaments.

Le premier volume contient les textes des Méthodes Générales d'Analyses, ainsi que 51 monographies portant sur les substances spécifiques et qui ont été contrôlées expérimentalement par le laboratoire de la Commission de Pharmacopée Européenne, à l'Université de Strasbourg. Le second volume, en voie d'élaboration, contiendra principalement des monographies consacrées à des substances biologiques: hormones, sérums de vaccins et antibiotiques.



M. Willy BRANDT

Nous avons à maintes reprises publié dans ces colonnes les déclarations faites par M. Willy Brandt en faveur de l'Europe unie. Nous nous réjouissons donc d'un triomphe qui porte à la tête du gouvernement d'un des plus grands pays d'Europe un partisan déclaré de son unité. Les journaux français sont assez pessimistes quant à la portée qu'il voudra bien accorder aux traités franco-allemands qui avaient rapproché les deux pays. Mais il ne faut pas oublier que des ententes bilatérales ne suffisent pas à faire l'Europe. On veut croire que les vieilles haines sont oubliées et l'on sait en tout cas que l'on ne peut rien faire de constructif en les attisant. Cette conviction est désormais bien ancrée chez les peuples d'Europe. D'ailleurs les antagonismes entre les « nations » n'ont plus guère d'importance en face des antagonismes qui opposent les continents.

**UNE LOURDE TACHE ET DES CONDITIONS DIFFICILES**

Ceci dit, il n'en reste pas moins que la tâche de M. Willy Brandt et de la coalition social-démocrate-libérale paraît assez lourde. Le premier gouvernement socialistes qui revient au pouvoir depuis 1930 trouve des conditions encore plus difficiles que celles d'il y a quarante ans, à la veille du nazisme et de la ca-

# Un Européiste déclaré à la tête du gouvernement de la République Fédérale Allemande

tastrophe européenne.

En dehors des dispositions économiques destinées à arrêter la hausse des prix et à défendre le mark, M. Willy Brandt inscrit à son programme l'unification européenne avec l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun et la réconciliation de l'Allemagne de Bonn avec l'Europe orientale.

C'est un programme ambitieux destiné à rencontrer bien des obstacles.

M. Willy Brandt est un audacieux, son passé en fait foi. Mais on lui reconnaît en même temps deux qualités maîtresses, la prudence et la patience.

Tout en cherchant la détente avec l'Est, il ne songera certes pas à l'obtenir à n'importe quel prix. Certains disent aussi qu'il risque de placer la Communauté dans de sérieuses difficultés en insistant pour l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun. C'est là retourner le problème dont le noyau est l'existence

même de l'Angleterre et non point la lutte entre les partisans ou les adversaires des son entrée dans le Marché Commun. Hors du Marché Commun ou à l'intérieur du Marché Commun, l'Angleterre sera toujours un problème pour l'Europe. Une épine dans son flanc.

**UN HOMME AUDACIEUX POUR UNE ENTREPRISE ARDUE**

Le problème est donc: ou l'exclure de l'Europe, ce qui paraît difficile pour ne pas dire impossible; bien des familles ont leur brebis noire, et il leur faut la trainer comme un boulet... ou l'admettre dans le Marché Commun, mais en la neutralisant. Une entreprise si ardue, qu'on ne peut que se féliciter quand un homme énergique propose son intervention.

Nous espérons que M. Willy Brandt sera l'un de ces hommes énergiques et sages dont l'Europe a tant besoin. **A.G.**

*bulletin européen*

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAULT GINI  
 Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME  
 Tél. 672.578

**A B O N N E M E N T S**

<b>Italie . . . Lires 2.000</b>	<b>Etranger . Dollars 3,-</b>
<b>Abonn. d'Honneur 5.000</b>	<b>Abonn. d'Honneur 10,-</b>

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile **Universitas Personarum Dragan** - Venezia

---

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951  
 STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

# bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDEE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

---

ont collaboré... Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGSDAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.

---